# PATRIMONIA20ème Convention annuelle des professionnels du patrimoine

## Sommaire

[La France des bonnes nouvelles ou comment identifier et tirer parti des opportunités générées par la crise ? 2](#_Toc368989059)

## La France des bonnes nouvelles ou comment identifier et tirer parti des opportunités générées par la crise ?

Introduction

* *Blandine FISCHER, Directeur du Pôle Assurance – Finance, Infopro-Digital*
* *Jean-Marc BOURMAULT, Directeur des partenariats, Patrimonia*

Intervenant

* *Michel GODET, Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers (titulaire de la Chaire de Prospective Stratégique), Membre élu de l’Académie des Technologies, Membre du Comité Directeur de l’Institut Montaigne, Créateur du Cercle des Entrepreneurs du Futur*

##### Introduction

Blandine FISCHER

Bienvenue à toutes et à tous. Je tenais, au préalable, à vous remercier pour votre fidélité, qui s’établit, pour certains, à 20 années. En tant que Commissaire Générale de la Convention, je tenais aujourd’hui à partager quelques mots avec vous, et notamment ceux de l’un des participants, qui indiquait, en réponse au questionnaire envoyé pour rédiger l’ouvrage marquant le 20ème anniversaire de Patrimonia : *« Patrimonia m’a fait découvrir que mon métier était bien représenté, reconnu. J’ai compris que je n’étais pas seul ».* Ces quelques mots résument parfaitement l’esprit de la convention Patrimonia, car ils portent nos valeurs d’échange, de partage et de connaissance. Pendant deux jours, aucun d’entre vous ne sera seul, puisque, comme de coutume, nous serons plusieurs milliers.

Avant de laisser la parole à Michel Godet, je voudrais partager avec vous deux minutes d’émotion sur les deux décennies d’existence de la convention Patrimonia, laquelle doit beaucoup :

* au doyen Aulagnier et à Michel Girardet, qui l’ont initiée ;
* à Alain Metternich, qui a su l’enrichir de son extraordinaire acuité ;
* à François et Maurice Yamniak, qui l’ont promue ;
* aux différents intervenants qui se sont succédé au cours de ces 20 dernières années.

*Une vidéo résumant les deux décennies d’existence de Patrimonia est projetée.*

Jean-Marc BOURMAULT

C’est avec un immense plaisir que nous accueillons aujourd’hui Michel Godet, auteur de nombreux ouvrages, Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers et Membre du Comité Directeur de l’Institut Montaigne. Il va nous faire découvrir une France des bonnes nouvelles.

##### L’avenir en confiance

Michel GODET

Par essence, toute forme de prédiction est une imposture. L’avenir, en effet, n’est pas écrit et reste à construire. En synthèse, la France d’en haut va très mal, quand la France d’en bas, celle des entreprises et des territoires, va mieux. Elle serait dans une situation encore plus favorable si la première la laissait un peu tranquille.

Maurice Blondel a écrit : *« L’avenir ne se prévoit pas : il se prépare ».* En d’autres termes, il n’y a pas de vents favorables pour celui qui ne sait pas où il va. Aujourd’hui malheureusement, la France navigue à vue, étant pilotée en fonction des échéances électorales. Récemment ainsi, le Président de la République a indiqué ne pas vouloir engager de réforme des retraites, par peur de mettre la France des régimes spéciaux dans la rue.

###### Trois attitudes possibles face à l’avenir

Face à l’avenir, trois attitudes sont possibles, à savoir :

* la réactivité ;
* la préactivité, qui s’entend du déploiement d’actions en anticipation des changements entrevus ;
* la proactivité, qui renvoie aux actions à mettre en œuvre pour provoquer les changements souhaités.

Apprécié ou pas, Nicolas Sarkozy a été un bon gestionnaire de crise. Néanmoins, son mandat s’est traduit par une progression de la dette nationale de 500 milliards d’euros. Alors qu’il devait réduire les impôts, il a fait l’inverse, décidant même de la suppression du bouclier fiscal, alors même que 60 % des bénéficiaires de ce dernier ne sont pas soumis à l’ISF. Il eut été préférable de déployer un bouclier social ; en effet, certaines personnes sont riches en capital et pauvres en revenus.

L’assureur, qui anticipe, est préactif. Néanmoins, il n’arrête pas de se tromper sur l’espérance de vie. L’entrepreneur, qui innove, est proactif.

###### Cinq questions à se poser face à l’avenir

Il est indispensable, face à l’avenir, de se poser cinq questions fondamentales, à savoir :

* Qui suis-je ?
* Que peut-il advenir ?
* Que puis-je faire ?
* Que vais-je faire ?
* Comment le faire ?

Dans mon exposé, je ne traiterai que la première et la cinquième questions. En effet, l’avenir reste à construire : il est donc inutile de s’engager dans la voie des prédictions.

* + 1. Qui suis-je ?

Malheureusement, personne ne se pose jamais cette question, qui renvoie aux Grecs anciens, avec la maxime « Connais-toi toi-même ». Les élites de Bercy coutent très cher à la France, comme l’illustre l’exemple de Dexia. Il est fréquemment admis que Nicolas Sarkozy n’a pas remplacé un fonctionnaire sur deux. Toutefois, les deux tiers des économies ainsi générées ont bénéficié aux hauts fonctionnaires de Bercy, sous la forme de primes pérennes, ce qui constitue une situation invraisemblable. Celle-ci perdure d’ailleurs : la réduction des dépenses publiques annoncées, en réalité, repose sur une augmentation moindre de ces dernières que ce qui était prévu.

* + 1. Transformer ses faiblesses en forces

Bachir Kerroumi, clandestin devenu aveugle, a démontré, dans une thèse, que le handicap était une différence à positiver. Ainsi, l’intégration d’une personne souffrant d’un handicap au sein d’un service accroit la productivité de ce dernier, à condition que son insertion soit assurée par les managers, et pas par les travailleurs sociaux. En effet, ces derniers en vivent. Lorsqu’une personne handicapée arrive un lundi matin de bonne humeur, plus personne ne se plaint. Elle favorise également la création de liens. Or une production de biens qui n’est pas porteuse de liens n’a pas de sens.

De la même manière, chaque SDF coute 90 euros par jour à la collectivité, dont 70 profitent aux brancardiers. Ces derniers, de fait, n’ont aucun intérêt à ce que la situation s’améliorer.

* + 1. Comment faire les réformes ?

Pour passer l’anticipation à l’action, il est indispensable de passer par le stade de l’appropriation. Ainsi, une bonne idée, si elle est imposée, en devient mauvaise. La méthode, sur ce plan, est déterminante. A l’inverse, si des réformes sont acceptées par tous, c’est qu’elles sont mauvaises.

En son temps, Michel Rocard a conduit une extraordinaire réforme en son temps, à savoir celle de la CSG. Ceux qui paient des impôts paient 80 % de plus de CSG que d’impôts sur le revenu. S’il avait indiqué, dans les années 90, avoir la volonté de remplacer l’impôt sur le revenu, progressif et payé par la moitié des plus riches, par un impôt proportionnel payé par tous, il aurait fait descendre des millions de personnes dans la rue. La CSG a donc été présentée comme une cotisation, et pas comme un impôt.

Ainsi, la manière de poser une question change la réponse. Demandez à un prêtre si vous pouvez fumer quand vous priez : il vous répondra non. En revanche, demandez-lui si vous pouvez prier quand vous fumez : il vous répondra oui.

###### Quelques bonnes nouvelles

L’espérance de vie a progressé de 44 ans depuis 1900 et de 5 ans depuis 1980. Elle devrait encore augmenter de quatre ans d’ici 2030. A 65 ans, les femmes de 50 ans me paraissent beaucoup plus belles que quand j’avais 20 ans. Il est possible d’en tirer la conclusion positive suivante : toutes les femmes restent jeunes. Tout dépend de l’âge des hommes qui les regardent.

Les crises sont porteuses d’espoir, étant toujours l’occasion de défis à relever. Le développement durable, à condition de ne pas être laissé entre les mains des « Khmers verts », est facteur de sens et de responsabilité. Il est également source d’innovation.

Plus le pétrole est cher, plus les réserves sont importantes. En 1971, le baril de pétrole coutait 4 dollars : les réserves étaient alors estimées à 30 années. En 2003, à 47 dollars le baril, celles-ci s’établissaient 45 ans. En juin 2008, à 150 dollars le baril, elles s’élevaient à 150 années. De surcroît, les réserves de gaz bon marché sont importantes. Les Etats-Unis, qui exploitent le gaz de schiste, sont en train de prendre de l’avance sur la France, laquelle, comme de coutume, n’utilise pas ses avantages. Les Allemands, au nom de la sortie du nucléaire, importent aujourd’hui du charbon, ce qui ne sera pas sans conséquence sur l’effet de serre. Les écologistes ont une vision suicidaire de l’avenir, préférant lutter contre la natalité pour préserver les ressources. . Ils préfèrent sauver les baleines que les enfants, alors que c’est inutile s’il n’y a plus d’enfants pour les regarder.

Les facteurs de développement sont endogènes. Le contexte est marqué par des financières et économiques. A mon sens, la croissance est sans précédent dans l’histoire de l’humanité depuis 1995, avec des centaines de millions de personnes qui ont été sorties de la précarité, sans effusion de sang. Il ne sert à rien de chercher des raisons endogènes aux difficultés, alors que les contraintes de la mondialisation sont les mêmes pour tous. Ainsi, le taux de chômage, en Suisse, s’établit à 3 %. Ce pays, depuis trois ans, figure au 1er rang du classement des pays innovants et industriels depuis trois ans. Il accueille 26 % de travailleurs étrangers actifs, étant favorable à l’immigration, à condition qu’il s’agisse d’une immigration de travail. En France à l’inverse, l’immigration est une immigration de guichet. Le taux de chômage s’établit à 5 % en Allemagne ou à 4,5 % en Autriche.

Au sein de ces pays, 50 % des jeunes de 15 à 19 ans sont en insertion professionnelle. En France, moins de 10 % le sont. En effet, 80 % d’une génération passe le bac, avec un taux de réussite de 90 %. Cela constitue une catastrophe nationale. Il est désormais plus difficile de rater le baccalauréat que de le réussir.

Nos enfants vivront plus longtemps que nous et sont moins nombreux que par le passé. Les entreprises se les « arracheront » donc, à la condition qu’ils aient envie de travailler, ce qui n’est pas toujours certain.

Nos sociétés modernes sont riches en biens, mais pauvres en liens. Pendant des années, j’ai animé des séminaires au sein de BNP Paribas et ailleurs pour les riches en situation de tristesse. En effet, la solitude des riches est terrible, puisque l’argent isole. Enfin, un ménage sur trois, aujourd’hui, ne se compose que d’une personne. Heureusement, les cours du soir du CNAM permettent de rompre avec cette solitude.

###### Valeurs de l’économie sociale de marché

Je crois aux valeurs de l’économie sociale de marché :

* la responsabilité et l’efficacité ;
* l’humanisme et le lien social ;
* la solidarité et le partage ;
* la performance économique et la maîtrise de son destin.

Les causes de succès et d’échecs sont plus internes qu’externes. Ce ne sont pas les infrastructures qui font le développement. En Vendée par exemple, le réseau ferroviaire a toujours été très limité. Alain Girard, historien du développement de ce département, a montré comment ce dernier a su se développer à partir de rien, avec des bateaux naviguant dans le bocage et en n’attendant rien de l’Etat.

Comme le disait Ford : *« Prenez-moi tout, laissez-moi mes hommes et je reconstruirai ».* Tant qu’il y aura des hommes porteurs de projets, il y aura de l’espoir.

###### Le mal est en nous ; les solutions aussi

En 1980, le PIB par habitant de la France s’établissait à 23 000 dollars, comme celui de l’Allemagne. Il excédait de 10 % celui du Royaume-Uni et était inférieur de 10 % à celui des Pays-Bas. En le PIB par habitant de la France était inférieur de 10 % à celui de l’Allemagne, de 5 % à celui Royaume-Uni et de 20 % à celui des Pays-Bas.

Les actifs français travaillent plus qu’ailleurs, et notamment plus que les actifs allemands. Néanmoins, ce n’est pas le nombre d’heures travaillées par actif qui importe, mais le nombre d’heures travaillées par habitant. Sur ce plan, un Allemand travaille 90 heures de plus chaque année qu’un Français, le recours au travail à temps partiel y étant supérieur. Le Français travaille 30 jours de moins par an que l’Américain, 23 jours de moins que l’Anglais et 13 jours de moins que l’Allemand.

Dans l’industrie en 2000, le coût du travail, en France, était inférieur de 20 % à ce qu’il était en Allemagne. Aujourd’hui, il est, au sein de ces deux pays, équivalent. Tous secteurs confondus, le coût du travail, en France, était inférieur de 10 % à ce qu’il était en Allemagne en 2000. Désormais, ce rapport s’est inversé, ce qui est d’autant plus dommageable que le secteur quaternaire – qui s’entend de la vente de services incorporant des biens – sera prépondérant à l’avenir. Lorsque Michelin loue aux transporteurs des pneus à l’usage, elle a tout intérêt à fabriquer à ce qu’ils durent. Cela constitue un changement de paradigme de production. Il serait utile de rappeler à Arnaud Montebourg ce que dit la Suisse de l’Industrie, à savoir qu’elle est performante et innovante en matière industrielle, car elle n’a jamais mis en place de politique industrielle.

Comment des personnes n’ayant jamais géré un compte d’exploitation peuvent-elles se targuer d’aider des entreprises ? Elles doivent laisser ces dernières agir, en leur prenant moins d’argent. Pour l’anecdote, toutes les entreprises qui ont eu recours au Crédit Impôt Recherche ont écopé, par la suite, d’un contrôle fiscal.

Madame Lagarde, en 2009, soulignait que la France avait de meilleurs amortisseurs de crise que l’Allemagne. Cette dernière, en effet, connaissait une décroissance de 5 % de son PIB, quand notre pays se flattait de la progression de 1,5 % de notre PIB. Néanmoins, notre déficit public s’établissait à 7 %. Cette année, avec un PIB étal, le déficit public s’établit à 4 points, soit 80 milliards d’euros. En pratique ainsi, la France finance son niveau de vie actuel en prenant dans la poche des générations futures, ce qui n’est pas durable et est le signe d’une grande irresponsabilité.

En 2012, les retraites représentaient 45 milliards d’euros, auxquels devaient s’ajouter 10 milliards d’euros au titre des régimes spéciaux. En effet, les déficits de ces derniers sont financés par les contribuables. Aujourd’hui, les pensions des fonctionnaires et des régimes spéciaux constituent le premier poste de dépenses de l’Etat. Madoff, interrogé sur la genèse de son arnaque, aurait pu répondre s’être inspiré de notre régime de retraite par répartition.

En 1980, la dépense publique de la France représentait 46 % de son PIB. En Allemagne, il s’établissait à 54 %. En 2012, notre dépense publique représentait 56,6 % de notre PIB, contre 45 % en Allemagne. La France est le seul pays du monde à connaître des dépenses publiques qui ne baissent jamais.

Je ne suis pas opposé par principe à la dépense publique, à condition qu’elle soit efficiente. Malheureusement, elle ne l’est pas. Ainsi, le nombre de fonctionnaires territoriaux, lesquels sont absents 22 jours par an en moyenne, a progressé de 800 000 unités. Cette année, notre dette publique représente plus de 90 % de notre PIB. Du temps de Raymond Barre, elle n’en représentait que 20 %.

Il n’est de richesses que d’hommes éduqués, épanouis et porteurs de projets, dans une société en confiance. 20 % des jeunes Français ne savent ni lire, ni écrire, ni compter. Les handicaps ayant été concentrés dans certains quartiers, ils sont souvent issus de l’immigration. Ainsi, comment voulez-vous apprendre le Français dans des classes comptant 80 % d’enfants non francophones ?

###### Tectonique démographique

Entre 2008 et 2050, la population de la Chine progressera six fois moins plus vite que celle de l’Inde. D’ici 2050, la Russie devrait connaître une réduction de sa population de 25 millions d’unités. Celle du Japon devrait décroitre de 32 millions. En parallèle, l’Afrique va connaître une croissance démographique d’un milliard d’habitants.

L’Ile-de-France ne se vide pas, mais se « colore ». Cela ne me dérange pas à condition que la France n’y perde pas son identité. Toutefois, *« quand il y a trop de sable, le ciment ne prend pas ».* Alors que l’Amérique Latine et les Etats-Unis vont connaître un essor démographique, l’Europe va perdre 36 millions d’habitants.

La croissance économique continue à être forte en Asie. L’Europe, pour sa part, est en dépression, faisant sien l’adage suivant : *« Cheveux gris et croissance molle ».* L’Italie et l’Espagne affichent des taux de natalité extrêmement bas, étant engagées dans une forme de suicide collectif.

Puisque l’Europe est une zone de dépression, il va y avoir des flux migratoires. Cela peut constituer une opportunité, à condition qu’il s’agisse d’une immigration choisie et de travail. D’ailleurs, l’Allemagne, cette année, a attiré 200 000 jeunes Espagnols, diplômés.

Entre 2010 et 2030, l’Europe de l’Ouest va manquer de 25 millions d’actifs de 25 à 54 ans. Elle manquera de jeunes et les plus anciens devront travailler plus longtemps. Les conditions de travail devront être adaptées au vieillissement.

Enfin, le bonheur se trouve plus dans les petites villes que dans les mégalopoles. Je ne crois pas au Grand Paris. Aussi suis-je ravi que la convention Patrimonia soit organisée à Lyon. Les pôles de compétitivité de demain seront d’abord des pôles de qualité de vie. Pour cela, les inégalités sociales doivent être limitées, la sécurité des biens et des personnes assurée et l’harmonie sociale réelle.

##### Renforcer la créativité et l’innovation

L’innovation est à 20 % technique et à 80 % sociale, organisationnelle, commerciale et financière. 75 % des innovations viennent des entreprises, des clients, des fournisseurs et des salariés. De fait, elles répondent à un besoin de marché insatisfait. Elles se développent d’autant plus que l’environnement leur offre des conditions favorables.

Depuis 1946, la population a progressé de 60 %, ce qui constitue un essor sans précédent en six siècles. D’ici 2040, elle devrait encore augmenter, de même que le nombre de ménages. Actuellement, ce dernier progresse de 300 000 unités par an, dont 90 000 du fait des séparations.

Entre 1990 et 2010, en ne tenant pas compte des DOM / TOM qui vivent sous perfusion, les régions les plus dynamiques au plan démographique sont celles qui se trouvent au sud de la Loire (Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes, Aquitaine, Corse), auxquelles s’ajoute la Bretagne. Les régions industrielles figurent en queue de peloton. L’avenir, ce n’est donc pas l’industrie, mais la compétitivité.

30 % des revenus d’un territoire proviennent des retraités et 60 % des transferts publics et sociaux. De fait, seuls 40 % des revenus d’un territoire viennent de la production marchande locale. Ainsi, seuls 20 % des revenus émanent des pôles de compétitivité qui exportent leur production.

Puisque 80 % des revenus viennent des populations locales, il est très important, pour un territoire, d’être attractif. Le nord-est de la France fait fuir à la fois les jeunes et les plus âgés.

Les territoires qui perdent les plus anciens sont ceux qui accueillent le plus de zones urbaines sensibles. Aujourd’hui, la ville la plus vieille de France n’est plus Menton, mais Les Sables-d’Olonne. Pour sa part, l’Ile-de-France, chaque année, perd 80 000 actifs, lesquels partent vers la côte atlantique, la Bretagne, le sud-est ou le Massif central. Ce dernier se repeuple, puisqu’il est au centre de la France et permet aux Français, qui sont deux tiers à passer leur vacance en famille, de se retrouver facilement.

##### Les magiciens de la croissance

La commune de Saint-Bonnet-le Froid accueille une fratrie à l’histoire exemplaire. Le premier frère a fait du restaurant familial un restaurant trois étoiles. Le deuxième est devenu sénateur et le troisième président de la Chambre de Commerce et maire de la commune. Cette ville a fait de son climat frais un avantage l’été, attirant ceux qui recherchent de la fraicheur. Ses commerces ouvrent les week-ends et elle compte de nombreux restaurants.

Le volume d’arrêts maladie peut être divisé par trois, comme dans la Sarthe. En outre, l’histoire des piments d’Espelette est formidable, étant née de trois amis qui voulaient organiser une fête en octobre pour « trouver des filles ». Ils sont devenus un outil de développement économique extraordinaire.

La ville de Chartes s’est développée en baissant ses impôts depuis dix ans, en arrêtant le clientélisme, en mettant un terme aux subventions aux associations et en maîtrisant les taux d’intérêt.

Alain Fribourg démontre, dans *l’Eloge de l’incompétence en éveil*, qu’il ne faut pas aider une entreprise en difficulté, mais en changer le dirigeant.

A Dijon, Pierre Choux, curé de gauche, a fondé une entreprise d’insertion adhérant au MEDEF. Elle est spécialisée dans la réinsertion des personnes que lui envoie Pôle Emploi au motif qu’elles sont inemployables. Il parvient, contre 6 000 euros, à les réinsérer sur le marché du travail, après neuf mois d’accompagnement.

Nombre d’expériences marchent au sein de la France d’en bas. La France d’en haut, malheureusement, les ignore. Il s’agit d’un problème majeur, que je qualifie « d’impuissance jacobine ». Ainsi, les crèches privées sont plus rentables que les crèches publiques. En effet, elles sont moins somptueuses et affichent un taux absentéisme limité à 3 ou 4 %, quand les crèches publiques ne fonctionnent qu’à deux tiers de leur capacité à cause de ce dernier.

A titre personnel, je souscris pleinement à la politique de la Suède, qui n’emploie plus de fonctionnaires, mais des agents en CDI. Il ne faut en effet pas confondre service public et statut public. Je plaide pour la création d’un unique contrat au sein de la Société.

Aujourd’hui, 40 % des auto-entrepreneurs ne génèrent aucun chiffre d'affaires. Ce statut permet en effet à des retraités ou à des fonctionnaires de compléter leurs revenus, de manière plus ou moins légale, car préexistait souvent du travail au noir. Un tiers des créateurs d’entreprise sont des chômeurs, qui veulent créer leur emploi. Il faut également les aider à devenir des employeurs. C’est d’ailleurs ce que fait le réseau Entreprendre.

J’ai créé le Cercle des Entrepreneurs du Futur, qui m’a permis de lever 500 000 euros en dix ans. Dans ce cadre, j’ai mis en ligne les méthodes de prospective stratégique en trois langues. Dans l’Antiquité, les riches se ruinaient pour l’intérêt général. La France, au lieu d’attirer les riches, les fait fuir : aussi s’appauvrit-elle. Elle devrait les attirer et organiser, chez eux, la « contagion du don ».

Selon la matrice d’Ansoff, il ne faut jamais lancer un produit nouveau sur un marché nouveau. Il ne faut jamais faire plus d’un saut à la fois.

L’avenir est à la relocalisation des activités, au nom de la traçabilité et du développement durable. Il faut produire ce qui se vend, et pas vendre ce que l’on produit. La solitude et le vieillissement, la sécurité des biens et des personnes, les marchés verts et éthiques et le secteur quaternaire, seront les grands marchés de demain.

Enfin, je plaide pour l’instauration d’un système de retraite à point et « à horloge », à 70 000 heures au cours de la vie. Cela permettrait de sortir par le haut du problème des 35 heures.

##### Débats avec la salle

Michel GODET

En quoi mon intervention vous a-t-elle surpris ? En quoi vous a-t-elle frustré ? En quoi pourrait-elle vous servir au quotidien ?

De la salle

Vous avez, au cours de votre intervention, balayé de nombreux sujets. Selon vous, il faut produire ce qui se vend et pas vendre que l’on produit. En d’autres termes, vous n’accordez aucune place au marketing.

Michel GODET

Absolument pas. En effet, le marketing, c’est comprendre ce qui se vend et pourquoi. Il ne doit pas avoir pour objectif de faire vendre ce que l’on produit.

De la salle

J’en déduis que je n’avais pas très bien compris le sens du marketing.

Michel GODET

Il est très important de savoir ce que l’on ne sait pas.

Christian MARLIN, M&M Finance Conseil

Vous avez projeté une carte du Ministère du Logement relative à l’attractivité des territoires. Elle donnait une idée des zones au sein desquelles des acquisitions immobilières pouvaient présenter de l’intérêt. Vous avez également expliqué que l’Europe allait accueillir un afflux de population en provenance d’Afrique. Il aurait été utile de produire une troisième carte, agrégeant ces deux dimensions.

Michel GODET

Les immigrés en provenance d’Afrique Noire rejoignent la France par Roissy. Chaque année, l’Ile-de-France perd 80 000 actifs. Dans le même temps, sa population progresse de 150 000 unités par an, du fait de la natalité et de l’accueil de 40 % des 200 000 migrants qui rejoignent la France. Ces mouvements mettent en tension l’immobilier, ce qui contribue à faire partir les familles avant enfants.

J’ai vécu pendant 15 ans dans le Loir-et-Cher, car je ne pouvais pas me loger dans de bonnes conditions avec trois enfants à Paris. Aujourd’hui, je conseille à tous ceux qui vivent en Ile-de-France de déménager à Chartres pour se loger (3 000 euros le m²).

Gilles DEBENOITS, conseiller en gestion de patrimoine

Je suis globalement d’accord avec vos différentes prises de position. En France, la fraude sociale représente 2 à 4 milliards d’euros par an. A titre de comparaison, la fraude fiscale s’établit annuellement à 80 milliards d’euros, pour un déficit budgétaire de 87 milliards d’euros. En conséquence, le monde politique doit peser de tout son poids pour éradiquer les paradis fiscaux.

Michel GODET

Vous avez, en théorie, raison. En pratique toutefois, le déploiement de cette idée exige la mise en œuvre d’une concertation internationale qui n’est pas prête de voir le jour. Il m’apparaît préférable de concentrer nos actions sur ce qui est de notre ressort. Par exemple, il serait utile de faire revenir les riches en France.

Gilles DEBENOITS, conseiller en gestion de patrimoine

La fraude fiscale est essentiellement le fait d’entreprises, comme Google, Amazone ou Total, et pas de particuliers.

Michel GODET

Total paie moins d’impôts sur ses bénéfices qu’une PME. Néanmoins, elle génère 80 % de son chiffre d'affaires à l’étranger. De surcroît, il vaut mieux percevoir 8 % de quelque chose, que 0 % de rien du tout.

Gilles DEBENOITS, conseiller en gestion de patrimoine

Le problème de la fiscalité est européen. Booking.com, ainsi, ne paie pas d’impôts en France, ce qui est un problème

Michel GODET

Oui. Cela étant, la France n’est pas exemplaire : aussi n’est-elle pas la mieux placée pour donner des conseils aux autres, et notamment à l’Allemagne. Elle est beaucoup moins exemplaire que l’Espagne ou l’Italie. Comme l’a dit Monti, *« on ne soigne pas une fièvre de cheval avec de l’aspirine »*. La France ne s’attaque pas aux problèmes.

Patrick GALTIER, conseiller en gestion de patrimoine

L’actualité a récemment mis en avant le problème de Séphora sur les Champs-Elysées. Les syndicats, qui sont peu représentatifs en France, continuent pourtant à avoir des pouvoirs démesurés, notamment en période de crise. Ils empêchent certaines entreprises de travailler. Quel est, en la matière, votre point de vue ?

André DEBALMA, fonctionnaire à l’Ecole Normale Supérieur de Cachan

Nombre d’études économétriques démontrent que la productivité est liée à la densité de la population. Le coût du Grand Paris devrait s’établir à 35 milliards d’euros. Le nombre d’emplois générés en regard, toutefois, devrait s’élever à u million et la productivité devrait progresser de manière substantielle. De fait, la mondialisation oppose aujourd’hui les grandes métropoles, mettant en avant les limites de l’égalité territoriale.

Michel GODET

L’Ile-de-France est aujourd’hui totalement saturée. La ville de. Montréal compte 2 ou 3 millions d’habitants. Elle existe pourtant à l’échelle mondiale. Il n’est pas utile de créer une zone aussi vaste que le Grand Paris, avec 300 km d’embouteillages quotidiens. Il serait préférable de consacrer les sommes précitées à autre chose.

Par ailleurs, je vous rejoins, concernant les organisations syndicales. Dans mon nouveau livre, je dénonce ce système mafieux. L’Etat finance des organisations syndicales sans adhérents autres que des bénéficiaires des régimes spéciaux ou de la fonction publique. Le rapport Perruchot, qui n’a pas été publié, démontrait l’opacité du système syndical. Les organisations syndicales doivent défendre l’intérêt général et pas leurs intérêts particuliers. Le Conseil d’Orientation des Retraites a une moyenne d’âge de 55 ans : 66 % de ses membres sont d’anciens fonctionnaires ou des bénéficiaires de régimes spéciaux. L’Etat, malheureusement, a peur de la « chaise vide ».

Pour conclure, il est indispensable de libérer la création de richesse en France, en rompant avec toute vision idéologique du travail.

Document rédigé par la société Ubiqus – Tél : 01.44.14.15.16 – http://www.ubiqus.fr – infofrance@ubiqus.com

**INDEX**

*Nous vous informons que nous n’avons pu identifier l’orthographe des noms suivants :*

André DEBALMA 10

Christian MARLIN 9

Gilles DEBENOITS 9

Patrick GALTIER 10